13e année
numéro 251

la révolution prolétarienne

25 Juillet 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

INSTITUT ... SOCIAL BIBLIOTHEQUE

DANS CE NUMÉRO

Résultats d'une enquête en Espagne contre-révolutionnaire

Les causes des défaites de l'impérialisme russe
par R. LOUZON

Une résolution de la Fédération postale
par ZIMMER

Pour l'unité réelle et efficace!
par R. HAGNAUER

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 251

(25 juillet 1937)

Résultats d'une enquête en Espagne contre-révolutionnaire.
Une résolution de la Fédération Postale — ZIMMER
Pour l'unité réelle et efficace ! ..... — R. HAGNAUER.

Notes économiques

Notes sur l'Espagne: 1er-15 juillet 1937. — Perte du pouvoir par la classe ouvrière. — Ce qu'est le parti communiste espagnol. — L'Espagne républicaine entre les mains du fascisme. — Le gouvernement de la défaite. — Les causes des défaites de l'impérialime russe. — La C. N. T. continue à se réserver.

Notes sur l'intervention

L'Angleterre commence à abattre son jeu.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Une brochure à lire :

Pour la vérité sur les procès de Moscou !

18 Questions - 18 Réponses

Prix : 0.50

Editée par le

COMITE POUR L'ENQUETE SUR LE PROCES DE MOSCOU ET POUR LA DEFENSE DE LA LIBERTE D'OPINION DANS LA REVOLUTION
André Breton, Félicien Challaye, Charbit, Lucie Colliard, Maurice Dommanget, Emery, Jean Galtier - Boissière, Goudchaux - Brunschvicg, Jean Giono, Daniel Guérin, Andrée Limbour, Marcel Martinet, Georges Michon, Pierre Monatte, Magdeleine Paz, André Philipp, Marthe Pichorel, Georges Pioch, Henry Poulaille, Rosmer, Victor-Serge, Wullens.
Secrétaire : Andrée Limbour,
11, rue Jean Leclaire — Paris (17e)
Chèques-postaux : Paris 163-512

En vente à la « Révolution Prolétarienne », 54, rue du Château-d'Eau, Paris Xe
Chèques postaux : 734.99

Résultats d'une enquête

Notre camarade R. Louzon vient de passer une quinzaine de jours en Espagne comme membre d'une délégation internationale enquêtant sur le sort fait aux révolutionnaires emprisonnés (P. O. U. M., libertaires, socialistes de gauche). Voici les résultats de cette enquête.

Les démarches et visites que nous avons faites pendant notre séjour en Espagne, soit à Barcelone, soit à Valence, peuvent se classer en deux catégories : les unes ont été faites auprès d'hommes politiques de différents partis pour savoir ce qu'ils pensaient des poursuites intentées et, plus particulièrement, de l'accusation d'espionnage dirigée contre certains militants du P. O. U. M. ; les autres ont été faites auprès de personnages officiels, afin de tâcher d'obtenir d'eux les garanties cherchées.

Dans la première catégorie rentrent les visites à Vasquez et Montseny (C. N. T.), à Miravitlès et Companys (gauche catalane) et à Largo Caballero (parti socialiste).

A la seconde catégorie appartiennent les visites à Pavon, avocat des accusés du P.O.U.M., à Irujo, ministre de la Justice, au chargé d'affaires de France à Valence et au consul général français de Barcelone.

Une partie de ces visites a été faite en compagnie de Fenner Brockway, secrétaire général de l'I. L. P. britannique, qui a, en outre, de son côté, vu le chargé d'affaires et le consul de son pays, et a été reçu par Giral, ministre des Affaires étrangères.

⁂

Les visites de la première catégorie nous ont enseigné deux choses : la première est qu'aucun parti politique ne croyait, ou même ne faisait semblant de croire à l'accusation d'espionnage portée contre Nin, Gorkin, etc.; la seconde est l'étendue de la répression qui a frappé, non seulement le P. O. U. M., mais toutes les autres formations antifascistes, autres que celles actuellement au pouvoir.

Vasquez et *Montseny* trouvent scandaleuse l'arrestation de Nin et autres, et leur position, telle que Vasquez venait de la définir dans un discours dont nous avons vu les épreuves, est celle-ci : s'il y a des espions dans le P.O.U.M., comme il y en a probablement dans tous les partis antifascistes, qu'on les frappe, mais cela ne donne pas le droit d'exterminer le P.O.U.M. en tant qu'organisation.

Par ailleurs, ils nous apprennent que la C. N. T. a actuellement huit cents de ses membres arrêtés, ainsi que soixante « disparus ».

Miravitlès nous a spontanément déclaré qu'aussitôt l'arrestation de Nin pour espionnage, accusation à laquelle personne ne pouvait croire, il fut appelé par Companys, et tous deux ont décidé que ce dernier allait écrire immédiatement une lettre au gouvernement de Valence indiquant la déplorable impression produite par cette arrestation, que « l'opinion publique catalane ne pouvait croire que Nin était un espion fasciste, et que lui-même, Companys, avait vraiment besoin de faire un très gros effort pour pouvoir l'admettre ». Cette lettre fut aussitôt portée à Valence par Miravitlès lui-même et remise par lui à Ortega, directeur de la Sûreté (le véritable ministre). Ortega déclara alors qu'on avait des preuves écrasantes contre Nin, et il montra à Miravitlès une pièce (carte millimétrique de Madrid, avec texte à l'encre sympathique au dos où il était question d'un certain N...) qui était un faux si évident, nous déclara Miravitlès, *« que j'éclatais de rire, et que personne n'osera plus faire usage de cette pièce »*.

Caballero nous déclara qu'il connaissait personnellement depuis longtemps Nin, Gorkin et autres, et que, bien que leur adversaire politique, il savait parfaitement que ceux-ci n'étaient et ne pouvaient être des espions fascistes. « Si Nin et les autres membres du P. O. U. M. sont actuellement poursuivis pour espionnage, c'est uniquement pour raison politique, uniquement parce que le parti communiste veut détruire le P. O. U. M. »

« Si, dans cette besogne, le parti communiste a l'appui des autres partis gouvernementaux (socialistes de droite et partis bourgeois), ajouta Caballero, c'est uniquement parce que la droite socialiste a besoin de l'appui communiste pour sa lutte contre la gauche socialiste, et que les partis bourgeois ont besoin de l'appui communiste pour le sauvetage de la démocratie bourgeoise. Les persécutions contre le P. O. U. M. sont la rançon que ceux-ci payent au parti communiste. »

D'autre part, Caballero déclara que la répression contre le P. O. U. M. n'était que l'avant-coureur d'une répression qui serait dirigée ensuite contre la gauche socialiste afin de la faire disparaître, comme on espère que disparaîtra le P. O. U. M. Récemment, un certain nombre de socialistes de gauche ont été arrêtés.

Companys nous confirma la démarche qu'il avait faite auprès de Valence et que nous avait relatée Miravitlès. Il s'en tint ensuite à des considérations générales, nous expliquant que la Catalogne avait dû interrompre sa révolution, parce qu'elle s'était trouvée insuffisamment soutenue par le prolétariat des autres pays qui est actuellement partout ailleurs sur la défensive (fronts populaires).

L'avocat Pavon

La première des visites de la seconde catégorie fut celle que nous fîmes à Pavon qui, en même temps qu'avocat des accusés du P.O.U.M. est le président de la Commission Consultative adjointe au ministre de la Justice, ce qui lui donne toute facilité d'accès auprès de celui-ci.

Durant cette visite, Pavon, après être allé s'entretenir avec le ministre de la Justice, nous apprit que notre venue et l'objet de notre mission étant parvenus à la connaissance du gouvernement, celui-ci avait aussitôt décidé d'agir. Ce jour même, le procureur général était parti à Barcelone s'enquérir des prisonniers qui y étaient, et le ministre de l'Intérieur était parti à Madrid pour s'enquérir de ceux qui y avaient été transférés (Nin, Gorkin, Andrade, etc.) et notamment du sort de Nin, dont on ne savait qu'une chose : c'est qu'*on ne savait pas où il était.*

Nous déclarâmes alors que nous ne quitterions Valence que lorsque nous aurions vu les prisonniers, et Nin en particulier, ou qu'à défaut, nous ayons l'attestation écrite par un des chefs du gouvernement affirmant que Nin était en vie et dans les prisons gouvernementales.

Le lendemain soir, Pavon nous apprenait que le ministre de l'Intérieur avait téléphoné de Madrid à son collègue de la Justice qu'il avait vu tous les prisonniers, Nin y compris, que ceux-ci étaient désormais tous dans les prisons de l'Etat, et que d'ici huit jours, l'affaire serait retirée à la police pour passer au judiciaire. En outre, les prisonniers actuellement à Madrid seraient tous ramenés à Valence. Nous demandâmes à avoir confirmation directe de ces points, soit par le ministre de l'Intérieur, soit par celui de la Justice.

Le ministre de la Justice, Irujo

Le lendemain matin, nous étions reçus, en compagnie de Pavon, par le ministre de la Justice.

Celui-ci, après nous avoir affirmé qu'en Espagne il ne pourrait se produire des choses comme en Russie, nous confirma ce qui nous avait été dit la veille au soir par Pavon, et s'engagea à l'écrire, ce qu'il fit le soir même dans une lettre à Pavon dont nous avons vu l'original et dont nous avons rapporté des facsimilés.

Par contre, si le ministre nous déclara bien, en propres termes : « Je ne peux pas plus croire que Nin était un espion que je ne pourrais croire que Franco est un agent de l'Angleterre », aucune allusion ne fut faite par lui à l'abandon possible de l'accusation d'espionnage. Cela nous amena à poser la question du huis-clos. En effet, d'après le dernier décret sur l'espionnage, l'espionnage ne relève pas des tribunaux ordinaires(« tribunaux populaires »), mais d'un tribunal d'exception qui n'est qu'un tribunal administratif, étant composé exclusivement de délégués de différents ministères, et ce tribunal peut prononcer le huis clos.

Nous demandâmes donc que si le huis-clos était prononcé, il ne soit au moins que partiel, certaines personnes qualifiées pouvant être autorisées à suivre le procès. A cette question, nous recûmes une réponse totalement négative. Le ministre déclara qu'il pensait que le huis-clos ne serait sans doute pas prononcé, mais que s'il l'était, il devait être total, les assistants ne pouvant être tenus au secret professionnel, et la dignité de la justice espagnole n'étant pas compatible avec la présence d'un contrôle étranger. On trouvera, d'ailleurs, dans la lettre du ministre à Pavon, un paragraphe sur cette question, où le *non* est d'ailleurs peut-être moins catégorique qu'il ne l'avait été verbalement.

Autorités françaises

Ayant appris au cours de notre enquête que nombreux étaient les étrangers arrêtés, entre autres des Français (Louise Gorkin, des membres des Jeunesses Socialistes, des libertaires, etc.), nous crûmes bon de faire une démarche spéciale pour les Français auprès du chargé d'affaires de France à Valence. Celui-ci, qui n'était guère au courant, nous renvoya au Consul général de Barcelone (tous les prisonniers français que nous lui avions signalés étant en prison à Barcelone), qu'il se chargeait de prévenir de notre visite.

Ce dernier nous déclara qu'il avait vu peu auparavant (sans doute après la dépêche du chargé d'affaires) le délégué de l'Ordre public en Catalogne, et que celui-ci lui avait répondu que les Français détenus l'étaient « pour vérification de papiers d'identité », « vérification de leur affiliation politique » et pour vérifier « s'ils n'avaient pas commis de délit de droit commun en France, avant leur rentrée en Espagne ».

Il faut, en effet, préciser que ces détenus, à peu d'exceptions près, semble-t-il, ne sont accusés d'aucun délit. Ils sont détenus par simple décision administrative, et il est manifeste que les vérifications que l'on invoque, qui, en tout état de cause, ne sauraient justifier une détention, ne sont que des prétextes, aucun motif de suspicion sur l'exactitude de leurs papiers d'identité, de leur affiliation politique, etc., n'existant pour eux (pour Louise Gorkin, par exemple), plus que pour tous autres. En outre, il est résulté de notre enquête auprès des détenus français de la prison de la Calle Corcega (Louise Gorkin, Ladmiral, Duchêne), qu'on n'a fourni à aucun d'eux le motif de son arrestation, et qu'aucun d'eux n'a subi depuis son arrestation, de la part de qui que ce soit, le moindre interrogatoire. Bien plus, l'un d'eux, avait été arrêté déjà en avril; un mois, jour pour jour après son arrestation, il fut libéré, sans avoir été interrogé ni qu'on lui ait fourni la moindre explication, puis, le 17 juin, il était à nouveau arrêté, et, au 11 juillet, n'avait pas davantage reçu aucune explication ni subi aucun interrogatoire.

Grève de la faim

Une dernière visite administrative fut celle que nous fîmes au commissaire chargé de la prison de la Calle Corcega, prison administrative spéciale pour les étrangers, afin de lui demander d'améliorer le sort matériel des détenus. En effet, si les détenues femmes sont à peu près convenablement logées, il n'en est pas de même des hommes. Ceux-ci sont entassés à plus d'une centaine dans un ancien garage à peu près totalement dépourvu d'air, *sans en sortir jamais*, n'ayant que quelques bancs et quelques couvertures, mais pas de paillasses. Conditions qui les avaient conduits à faire une grève de la faim de trois jours.

Les camarades que nous avons vus étant extrêmement anémiés, nous avons demandé au commissaire qu'on donne aux prisonniers au moins davantage d'air, en les autorisant à aller dans le jardin attenant et clos de hauts murs, quelques heures par jour. Cela nous fut refusé, le commissaire alléguant qu'il avait déjà posé la question au chef supérieur de la police qui avait refusé parce que les détenus de cette prison devaient être prochainement libérés pour être expulsés.

CONCLUSIONS

En résumé, notre mission a, semble-t-il, obtenu un résultat sur un point précis : on peut considérer comme à peu près certain qu'à notre arrivée à Valence, Nin était dans une prison particulière du Guépéou, et qu'à notre départ il en avait été sorti pour être transféré dans une prison régulière de l'Etat espagnol.

Elle a eu probablement également un résultat d'ordre général : elle a alerté le gouvernement sur les conséquences que pourrait avoir à l'étranger un redoublement d'arbitraire de sa part, et par là contribuer à empêcher que l'arbitraire ne s'aggrave.

Deux objectifs immédiats

Mais l'essentiel reste à faire.

Indépendamment de la lutte générale contre toute répression à l'intérieur du camp antifasciste, il reste :

1° A obtenir que le procès du P. O. U. M. n'ait pas lieu à huis-clos. Il ne servirait à rien en effet d'avoir momentanément sauvé les accusés des mains du Guépéou, s'ils devaient être jugés et condamnés entre les quatre murs d'un tribunal d'exception, et exécutés ensuite très « légalement ». Il faut donc, à tout prix, obtenir que le procès soit public, ou que, s'il n'en est pas ainsi, puissent assister au débat des délégués des organisations antifascistes espagnoles et étrangères.

2° Empêcher que les étrangers antifascistes qui sont venus en Espagne pour lutter contre le fascisme, puissent être incarcérés par simple décision policière, pour « vérification » de quelque chose, sans avoir commis de délit, et simplement en fait parce qu'ils appartiennent à une fraction de l'antifascisme qui n'est pas celle qui est au pouvoir.

Pour l'unité réelle et efficace!

Veille de Congrès

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs s'ouvrira à Paris, le 3 août prochain. Aura-t-il la même importance que les Congrès précédents ? Provoquera-t-il encore l'attention — quelque peu inquiète parfois — des militants ouvriers et l'émotion — plus ou moins sincère, plus ou moins artificielle — des journalistes réactionnaires ?

Le rôle joué par notre organisation dans le Rassemblement populaire — dont la formation fut préparée dans les salles de notre maison — le rôle (parfois décisif) joué par nos militants locaux dans l'effort de propagande qui a déterminé la victoire socialiste de mai 1936, donneront sans doute à nos débats une signification et des effets, appréciée et ressentis hors de notre corporation, jusque dans les sphères gouvernementales.

Mais on veut bien nous avertir que notre Congrès aura d'autant moins de portée à l'extérieur, qu'il discutera passionnément sur des conflits internes, que notre Syndicat se penchera sur lui-même, qu'il procédera à une revue rétrospective de son activité propre, à une sorte d'introspection fébrile dont il sortira divisé et affaibli.

Si cela devait être, je ne vois pas très bien le profit qu'en tireraient les syndicalistes révolutionnaires. Cependant que la colonisation des syndicats ouvriers se poursuit à un rythme hallucinant, l'affaiblissement d'une des organisations qui résistent le mieux à toute subordination extérieure servirait à merveille les intérêts de ceux dont on craint justement — crainte qui est la nôtre — l'activité tendancieuse.

Emery écrit dans *Feuilles Libres*, avec cette lucidité courageuse que j'apprécie de jour en jour davantage : « *La déception profonde qui résulte de la crise récente a déterminé un fort ébranlement dans nombre d'organisations et, par ce paradoxe compréhensible, ce sont les plus démocratiques et les plus sincères qui risquent d'en être gravement atteintes; c'est en elles en effet que les discussions vont être passionnées et douloureuses.* »

Et tout en maintenant avec raison le droit de « voir les faiblesses profondes du peuple en marche », notre camarade demande de tempérer le plus possible les discussions, d'éviter notamment « la dénonciation mesquine et injuste des dirigeants qui ont généralement fait tout ce qu'ils ont pu ». C'est là un conseil que d'aucuns pourraient suivre sans rien perdre de leur vigilance et de leur ardeur.

Car j'affirme, avec quelque outrecuidance, que notre S. N. est l'une de ces organisations démocratiques et sincères indiquées par Emery — que chez nous plus que partout ailleurs, les discussions sont correctement menées jusqu'à leurs conclusions, sans pressions, violences, ni manœuvres — que les droits

de toute minorité ont toujours été respectés — que les martyrs par vocation et par persuasion, qui annoncent déjà des sanctions frappant leur constance, auront quelque peine à trouver au bureau du S. N. les persécuteurs qu'ils espèrent. On sourit simplement, quand on a quelque mémoire, des leçons de libéralisme que l'on veut bien nous prodiguer, par ailleurs.

Je n'irai pas plus loin dans la polémique. Je n'ai pas à dissimuler ici que je ne demeure pas insensible à la lecture de certains articles et certains échos de *L'Ecole Emancipée*. Quand l'injure ou le soupçon émanent de gens que l'on méprise, elle est un stimulant et un réconfort. Ce n'est pas le cas. J'ajoute que je suis plus sensible encore à l'injustice commise à l'égard de mes amis. Accuser de fourberie, de reniement, de vénalité ou même de trahison des militants qui, au bureau du S. N., depuis des années, ont, par leur effort patient et tenace, fait de notre organisation l'une des plus vastes en possibilités de tout le mouvement ouvrier — mener les nécessaires discussions sur la tactique sous le signe de la suspicion et du dénigrement, c'est creuser l'irréparable (quoi que dise Jacquet !) entre des hommes dont l'union sera peut-être demain notre plus solide garantie et notre seule sauvegarde !

Quels sont donc les conflits « domestiques » qui vont agiter le Congrès ?

Conflits internes ! La tribune libre dans l' « Ecole Libératrice »

On pourrait croire qu'il s'agit d'une revendication de principe, que notre revue est systématiquement fermée à toute opinion « non-conformiste ». On brandit la liste des articles refusés, dont les signatures sont celles de militants de la majorité de l'ancienne Fédération Unitaire. Pourquoi ne donne-t-on pas la liste des articles acceptés ? En dehors de ceux des collaborateurs ordinaires de l'*E. L.*, presque tous les autres émanent de la même tendance... celle qui crie contre la censure.

Un camarade — au reste fort sympathique — envoie six articles sur la réforme de structure de la Fédération de l'Enseignement, dont il veut la transformation immédiate sur la base du syndicat d'industrie, ce qui la réduirait à un groupement squelettique, sans autorité. Les six articles sont publiés. On lui en refuse un septième. Où est la règle, où est l'exception ?

Un autre camarade envoie un article contre la guerre, dont on ne nie pas l'intérêt et la valeur, mais qui contient une phrase capable de soulever des polémiques dangereuses. Refusé par le Comité de rédaction de l'*E. L.* pour cette seule raison, le papier est publié ailleurs, *mais sans la phrase incriminée.*

Un troisième camarade envoie une mise au point à l'*E. L.* Mais par le même courrier, il l'adresse à un autre journal, ne nous laissant même pas l'honneur de l'inédit.

En cette affaire, pas de question de principe. Des cas d'espèce. J'incline par tempérament et par conviction au libéralisme le plus large, et je n'ai pas cessé de l'affirmer au sein du bureau du S. N. Mais je me refuse à la publication obligatoire de tout article écrit par un membre du S. N. dans l'organe officiel de celui-ci. Personne d'ailleurs n'oserait soutenir la thèse de la liberté absolue de la tribune de discussion. Mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit d'obtenir un refus d'insertion, pour avoir un motif de protestation, pour justifier le maintien de l'*Ecole Emancipée*. Je reconnais franchement, quelle que soit la composition du bureau, que c'est un résultat auquel on pourra toujours aboutir.

La représentation proportionnelle au sein du S. N.

Distinguons, s'il vous plaît. Il ne s'agit pas de la désignation des délégués et des votes au Congrès. Dans toutes nos sections la représentation des minorités est assurée de plein droit. C'est presque une anomalie dans le mouvement ouvrier. Au Congrès d'Unité de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, en 1936, nous avions correctement accordé des mandats à la thèse des ex-confédérés, comme à celle des ex-unitaires. On me l'a reproché comme une trahison.

Demandant que cette règle soit reconnue dans les statuts de l'Union, j'ai été salué, à la Commission Exécutive de celle-ci, par des haussements d'épaules et des sourires railleurs.

Nous ne sommes donc pas à l'arrière-garde de la démocratie syndicale.

Convient-il, cependant, de prolonger cette règle de la représentation proportionnelle jusque dans l'élection du bureau du S. N. ?

Je ne dissimule rien. J'ai, moi-même, insisté en 1931 pour qu'elle s'inscrire dans nos statuts. Nous venions d'être secoués par la tornade de la grève des examens, et l'on pouvait s'attendre à une offensive des amicalistes hostiles à toute action directe, contre les syndicalistes les plus fermes. Je voyais dans cette règle une garantie dont on pouvait user, exceptionnellement, en une situation anormale. Nous aurions pu en profiter personnellement en 1931 et en 1933. Nous ne l'avons pas fait. Les dangers prévus étaient écartés, et notre geste aurait porté à l'unité du S. N. un coup dont ses ennemis auraient été les premiers bénéficiaires.

Aujourd'hui nos camarades de l'*Ecole Emancipée* posent la question sur un tout autre terrain. Ce qui, pour nous, était exceptionnel, devient pour eux, ordinaire et régulier. Si le Congrès les suit, nous aurons obligatoirement dans tout Congrès, un vote de tendance; obligatoirement, l'élection du bureau du S. N. s'opérera par l'opposition de listes et de programmes. Les tendances auront droit de cité au S. N., et chaque membre du bureau tiendra son mandat d'une fraction dont il respectera la discipline.

Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? Il n'y a pas de liste officielle préparée dans les coulisses. Le Conseil National choisit les membres du bureau sur une liste de candidats présentés par les sections départementales. Le bureau ainsi formé n'est pas le représentant de la seule majorité. Il n'est pas homogène. Et grâce aux habitudes démocratiques fortement enracinées chez nous, les représentants des divers courants d'opinion ont de fortes chances d'entrer au bureau, non pas — Jacquet ! — appelés d'en haut, mais poussés d'en bas. Le système n'est pas parfait. Il n'apparaît pas cependant comme aussi antidémocratique qu'on veut bien le dire. Il me semble même plus conforme aux saines traditions syndicalistes, que celle d'une commission exécutive composée de représentants de tendance, élisant un bureau monolithique — car je n'admets pas cette distinction entre militants : les uns capables de diriger, les autres réduits au seul contrôle de la direction des premiers.

Problèmes corporatifs et sociaux

Nous voulons espérer que ces questions n'occuperont qu'un temps très limité dans les débats; et que l'on en consacrera la majeure partie à l'essentiel — je veux dire à la position du S. N. devant les problèmes actuels.

Là encore l'orientation de la discussion dépend de la volonté des participants. Si ceux-ci cherchent simplement à marquer des points, dans l'opposi-

tion, le résultat sera décevant. Une majorité triomphant, sans joie, une minorité heureuse de son écrasement. Et l'on part en vacances, aussi désarmés et aussi inquiets qu'à l'ouverture du Congrès.

Mais si l'on veut aboutir à un résultat positif, si l'on veut préciser simplement les possibilités d'une action immédiate efficace, le S. N. peut exercer une influence salutaire sur une actualité quelque peu confuse.

Je ne reviens pas sur notre participation au Rassemblement populaire. J'ai dit là-dessus toute ma pensée. Elle s'accorde avec celle que Chambelland exprimait dans la dernière *R. P.* Le gouvernement Blum a été renversé à cause de sa politique sociale. Celle-ci justifiait notre prudence. Agir contre lui, même en vertu d'intérêts légitimes, c'était le condamner à mort et précipiter les événements qui, en ces dernières semaines, ont fortement ébranlé le Rassemblement populaire.

Avons-nous été cependant, comme en 1924 et en 1932, les premières dupes de l'expérience ? Jamais, au contraire, nous n'avons obtenu, en si peu de temps, des satisfactions aussi sérieuses. Le retour à la loi des retraites de 1924, la création de plus de cinq mille postes, la titularisation de quatre mille intérimaires, la réintégration de nos révoqués, le contrôle du Syndicat sur le recrutement des suppléants et leur admission dans les cadres, l'octroi des vacances payées aux auxiliaires, une modification avantageuse de la loi sur la responsabilité civile, l'augmentation du nombre des Normaliens, la prolongation de la scolarité... autant de revendications satisfaites qui figuraient depuis des années sur nos programmes.

Il reste sans doute la diminution de notre salaire réel, de plus en plus sensible, malgré la disparition des prélèvements Doumergue et Laval. Conséquences d'une hausse du prix de la vie que nous avions prévue depuis longtemps, et dont la prévision justifiait notre lutte contre la déflation. On se gausse de la modicité de l'indemnité mensuelle de 100 francs obtenue en avril dernier.

Personne n'en nie l'insuffisance. Mais son obtention fut cependant un résultat dont on n'a pas mesuré la portée. D'aucuns auraient voulu un système d'échelle mobile, dont les gros fonctionnaires auraient bénéficié largement. Nous avons voulu l'indemnité unique pour tous. Nous restons ainsi fidèles à notre vieille thèse du minimum vital, qui doit être revalorisé, préalablement à tout effort de rajustement général des traitements. Parallèlement à cette action, nous bataillerons pour le reclassement de la fonction enseignante. Il restera au Congrès à déterminer la tactique la plus sûre, celle qui nous mènera rapidement au succès, sans porter atteinte à l'unité du personnel enseignant.

Seulement pourrons-nous demeurer — comme certains le voudraient — sur le terrain strictement corporatif, sans aborder le problème politique et le problème financier ?

La chute de Blum marque un changement d'orientation de la politique gouvernementale. Allons-nous vers une nouvelle déflation ? C'est fort probable.

Nous en avons déjà précisé la signification réelle. Quelle que soit la forme qu'elle peut prendre, et qui varie avec les circonstances, elle est d'abord une politique sociale. Si l'on examine le problème financier, si on le réduit à la fameuse comparaison des deux colonnes : celle des recettes et celle des dépenses, on aboutit toujours à la même conclusion : l'Etat, par ses ressources normales, ne peut satisfaire des besoins anormaux. Réforme démocratique de la fiscalité, aggravation des charges fiscales, super-fiscalité... économies budgétaires... allégement de la trésorerie... formules magiques, qui soulagent ou excitent le malade... ou qui justifient tout bonnement une formation gouvernementale momentanée ! Mais le déficit demeure. Il était en 1789 — disait Mirabeau — « le trésor de la Nation »... entendez de la bourgeoisie. Il est aujourd'hui... « le trésor » du haut-capitalisme, qui en profite pour imposer sa politique aux pouvoirs publics. Est-il possible par des nationalisations, des réformes de structure, de désarmer celui-ci, comme la bourgeoisie libérale de 1789 a désarmé l'Eglise en l'expropriant ? Est-il possible de mettre fin aux privilèges de cette aristocratie financière et industrielle, conservatrice au sens le plus étroit du terme, incapable de s'adapter aux conditions techniques nouvelles ? L'économie mixte, prévue par Lénine dès 1917, est-elle réalisable, sans une révolution violente ? Ou bien faut-il attendre la « reprise » d'une circulation des capitaux provoquée par l'augmentation du profit ? Faut-il batailler uniquement pour la défense du salaire réel et des avantages acquis, en laissant au capitalisme la direction complète de son économie et des finances de l'Etat ? N'a-t-on pas à redouter le groupement des classes moyennes, autour d'un gouvernement d'Union Nationale ou même d'une dictature fasciste, qui imposera son autorité à une classe ouvrière isolée et impuissante ? Le problème se complique dès qu'on veut l'approfondir. Un point demeure acquis toutefois. Que l'on envisage simplement l'effort revendicatif pour des réformes dites de répartition... ou l'effort constructif pour des réformes dites de structure... la C. G. T. peut aujourd'hui affirmer son indépendance à l'égard d'un gouvernement qui représente peut-être une majorité parlementaire, mais qui n'est plus l'émanation du Rassemblement populaire. N'est-ce pas là, d'ailleurs, la seule possibilité de renaissance d'un syndicalisme, quelque peu affaibli dans son esprit, cependant que son corps s'élargissait démesurément ?

Défense de la paix

Mais, comme à Lille en 1936, la question de la paix risque de passionner à nouveau le Congrès. On nous reprochera d'avoir abandonné notre motion. Pour ma part, j'y suis demeuré irréductiblement fidèle. Mes diverses interventions — soit au Congrès de l'Union des Syndicats, soit au Conseil National de la Fédération de l'Enseignement — suffiraient à le prouver. Et je n'ai jamais eu l'impression d'être en désaccord sur ce point, avec mes camarades du Bureau.

On peut évidemment regretter que notre action n'ait pas été suffisamment énergique et efficace.

On peut ignorer les événements qui se sont produits depuis un an, qui ont agité les groupements ouvriers d'une agitation dont les remous ont secoué notre Syndicat de la base au sommet.

Certains ont succombé... qu'on aurait cru plus fermes. Jamais le pacifisme n'a été aussi méconnu. aussi bafoué... quand on n'a pas utilisé ses formules, pour mieux justifier une politique, dite de... fermeté, par euphémisme, et qui n'est que la vieille politique guerrière des Clemenceau et des Poincaré, vêtue des défroques de l'antifascisme. Je me félicite, au contraire, du sang-froid manifesté par nos militants, de la base au sommet. La cruelle affaire espagnole, notre volonté de solidarité à l'égard de nos amis d'Espagne, expliquait tous les excès du militarisme... républicain... ou même révolutionnaire.

Delmas n'a peut-être pas lancé de ces formules pacifistes, simples et violentes — dont je ne conteste pas la nécessité — qui peuvent bouleverser une foule. Ce n'est pas son genre. Et il n'avait guère

d'espoir d'être entendu. Mais, au Comité National Confédéral, il a été le seul, avec Dumoulin, à calmer, par des paroles de raison, des militants ouvriers dressés contre l'insolence des fascistes, dressés contre cette politique de non-intervention, dont on ne condamne pas la nécessité, en prouvant qu'elle n'a pas été suffisamment efficace (car enfin, si elle avait été appliquée, dès le début, avec une organisation sérieuse du contrôle naval et terrestre, la guerre d'Espagne serait peut-être finie, à l'heure actuelle).

Mais est-il logique de réclamer, en même temps, le désarmement, et le soutien des républicains espagnols qui impliquait, qu'on le veuille ou non, l'envoi d'armes, de techniciens et de soldats, pour répondre aux expéditions, que rien n'aurait limitées, de matériel et de... « volontaires » allemands et italiens ?

Est-il logique de protester contre le renforcement du militarisme français... et de nous reprocher la présence de l'escadre allemande dans la Méditerranée... et l'impunité accordée aux responsables du sauvage bombardement d'Almeria ?

Notre Congrès n'aura pas à revenir sur notre motion de Lille. Il affirmera sincèrement — et l'affirmation ne sera pas inutile — que seul le prolétariat, par sa force internationale, pourra assurer définitivement la paix dans le monde. Mais en attendant, sa victoire... ?

Devons-nous nous résigner à la fatalité de la guerre ? Devons-nous affirmer dans le même temps que Mussolini et Hitler sont condamnés à la guerre, par la logique même du fascisme... ; et qu'il suffirait aux démocrates d'être fermes, pour rendre Hitler et Mussolini plus conciliants et moins menaçants ? Ce qui veut dire, en bon français : « Hitler et Mussolini ne peuvent pas ne pas s'engager dans la guerre... mais ils redouteront la guerre, si nous leur montrons que nous... nous n'en avons pas peur ! » On peut le dire, encore plus simplement, et ce n'est pas nouveau : « Si tu veux la paix, prépare la guerre. »

Obstinons-nous à répéter, avec Emery, que la paix, pour être quelque peu durable (sinon éternelle), exige une politique européenne et mondiale, entièrement nouvelle, avec une nouvelle répartition des matières premières et des mandats coloniaux. Je ne sais si le Congrès se décidera dans ce sens. S'il tirera de l'affaire espagnole tous les enseignements possibles; s'il déterminera les responsabilités du militarisme dans le déclenchement de la guerre civile; s'il reprendra à son compte l'héritage de Robespierre et de Saint-Just, en rappelant qu'un peuple ne veut combattre que pour ce qu'il a conquis, ce qui implique une politique sociale soutenant la Défense nationale, ce qui justifie l'effort de la C. N. T.

Peut-être voudra-t-il aussi examiner, sans affecter l'indignation grandiloquente, le problème de la médiation ? Je n'ai pas qualité pour engager notre Syndicat. Mais je suis bien certain qu'il ne jouera pas sa partie dans le chœur du néo-nationalisme tricolore et rouge; qu'il ne reniera pas un pacifisme, qui lui a valu « l'honneur d'être une cible. ».

Pour l'indépendance du syndicalisme

Nous n'avons pas à dissimuler cependant que les possibilités du syndicalisme sont conditionnées par son indépendance organique et morale, et que l'action communiste, souple et habile, pour s'emparer de tous les leviers de commande dans la C. C. T., pose un problème redoutable que nous ne pouvons ignorer, par prudence. Le débarquement de Felce du secrétariat de l'Union des Alpes-Maritimes est la dernière manifestation extérieure et brutale, d'un travail interne et souterrain, mené par une volonté tenace.

C'est bien parce que nous avons conscience de ce danger, que nous nous affligeons de l'espèce d'intransigeance tendancieuse, qu'affectent certains camarades syndicalistes.

Frapper un peu méchamment — comme le fait mon vieil Albert Lemire — un militant aussi sûr et aussi courageux que Roy; traiter les membres du bureau du S. N. « d'otages staliniens » (Jacquet, *dixit*), c'est sans doute se figer dans une attitude qui ne manque pas de grandeur... ce n'est peut-être pas la tactique la plus sûre pour résister à la colonisation.

S'il s'agissait simplement d'opposer des thèses à des thèses, des militants à des militants, de se disputer des mandats, d'attendre, avec la fébrilité d'un joueur, le résultat arithmétique qui clôturera des débats de congrès... on pourrait se satisfaire d'une simple propagande publique en faveur d'idées syndicalistes.

Malheureusement, dans le Syndicat, tout se ré- Les communistes le savent bien. Ils gagnent, par leur activité souvent remarquable, la confiance de sout par l'action, la valeur du militant se juge à sa participation au travail propre de l'organisation. tous ceux — ils sont légion — dont la bonne foi supporte mal une atmosphère de méfiance et de soupçons irritants.

L'isolement des syndicalistes révolutionnaires en une petite secte mécontente, hargneuse, insociable, laisse le champ libre à une fraction soumise à une discipline d'autant plus forte qu'elle s'exprime plus discrètement.

L'intransigeance rigide d'anarchistes doctrinaires a favorisé, en 1922, l'installation des communistes à l'état-major de la C. G. T. U. C'est une leçon dont nous n'avons pas perdu le souvenir.

Nos camarades de l'*Ecole Emancipée* ne sont séparés de nous ni par des oppositions théoriques irréductibles, ni par des inimitiés tenaces. Ils s'égarent parce qu'ils nous connaissent mal, parce qu'ils connaissent mal le S. N. Ils se sont mal résignés à l'unité syndicale (ils ne la jugeaient ni possible, ni désirable en 1931), parce qu'ils en sont demeurés à cette conception d'une Fédération des Amicales, coiffée d'un bonnet rouge, en dehors de laquelle il est nécessaire de maintenir une minorité syndicaliste (qui ne sera jamais qu'une minorité, à les croire) « vigilante et armée ». Ils ignorent systématiquement l'évolution accomplie depuis 1920, accélérée depuis 1930. Ils oublient les affirmations hardies et vigoureuses de nos Congrès, les actions audacieuses de notre S. N. et de ses sections, les interventions... « non conformistes » de nos militants au sein de la C. G. T., avant et après l'unité. Et c'est pourquoi tous nos efforts de rapprochement se sont heurtés jusqu'ici à une hostilité d'autant plus accentuée que nous étions plus confiants.

Pourtant, nous ne nous résignons pas encore à l'écrasement — déjà réalisé dans nombre de sections — d'une tendance, qui peut se glorifier de traditions généreuses et de dévouements héroïques. Le S. N. a besoin d'eux... mais eux seront condamnés à demeurer une secte impuissante, s'ils ne participent pas, sans arrière-pensée, à toute la vie du S. N.

On ne leur demande aucun abandon, aucun renoncement... simplement de rechercher avec nous, après les nécessaires discussions sur l'orientation et l'action, les synthèses efficaces par lesquelles le syndicalisme universitaire se réalisera dans les faits, après s'être affirmé dans les idées !

Roger HAGNAUER.

Une résolution de la Fédération Postale

Le Conseil national de la Fédération Postale, réuni les 5 et 6 juillet 1937 à la Coopérative des P. T. T.,

Après avoir procédé à un examen de la situation,

Traduit les déceptions et le mécontentement croissants des postiers de toutes catégories devant la faiblesse des gouvernements de Front populaire.

Demande à la C. G. T. d'ouvrir dans le pays une campagne de propagande énergique et d'engager des conversations avec tous les groupements intéressés pour assurer l'application, dans toutes ses parties, du programme du Rassemblement populaire et son indispensable renforcement rendu urgent, notamment, par l'insuffisance des moyens prévus pour le financement des réformes promises.

Le Conseil national considère que ce programme doit être complété par des dispositions propres à réduire à l'impuissance la ploutocratie et les trusts par la nationalisation des moyens de production et d'échange; que notamment doit lui être incorporé le plan de la C. G. T. qui ne constitue qu'un minimum.

En dehors de telles décisions, il ne saurait y avoir qu'atermoiements, abandons successifs, déceptions profondes et graves de conséquences, faillite totale.

Le Conseil national se refuse à admettre que dans une telle éventualité l'autorité et la responsabilité du mouvement syndical soient engagées.

Dans ces conditions, le C. N. déclare que la C. G. T. devra reprendre sa liberté d'action et poursuivre une action autonome si les groupes et partis associés dans le Front populaire se refusent à l'étude et à l'acceptation de ces propositions.

D'autre part, soulignant que l'angoissante course aux armements, tout en ruinant la nation, s'oppose à tout progrès social et conduit à la guerre, le C. N. demande à la C. G. T. d'intensifier et de propager les mots d'ordre de solidarité et de justice internationales qui ont fait la grandeur de la C. G. T. et constituent une des caractéristiques essentielles du syndicalisme.

Comme première manifestation de cet effort de compréhension et d'entente entre les peuples, la C. G. T. doit agir en vue du rapprochement franco-allemand, condition première du désarmement et de la paix.

Le Conseil national de la Fédération Postale demande à tous les postiers, unis plus fortement que jamais au sein de leurs organisations syndicales, d'accomplir cet effort indispensable et urgent de redressement afin que la C. G. T. demeure la plus grande force morale et matérielle au service des classes laborieuses.

⁂

Nous avons pensé que dans les circonstances actuelles, cette résolution prise par une des grandes fédérations de la C. G. T. méritait une place à part et que les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne*, ne serait-ce que pour leur information, la liraient avec intérêt. Son importance ne leur échappera pas, ni la nouveauté de son accent. On y parle un langage qu'on avait, semble-t-il, négligé de tenir depuis trop longtemps dans notre mouvement syndical. Elle exprime une inquiétude et une volonté qui bousculent la sérénité de commande établie par la seule existence du Front populaire.

A la vérité, elle ne se propose pas autre chose que d'agir sur la Confédération. Là se borne sa prétention, mais cette prétention les postiers l'estiment justifiée et légitime.

Ils ont été les artisans passionnés de la reconstitution de l'unité syndicale dans l'espoir de voir les masses ouvrières retrouver enfin le chemin du syndicat. Ils ont toujours proclamé qu'un prolétariat uni, qu'une C. G. T. puissante était la suprême sauvegarde de la paix. Ils ont salué avec joie les conquêtes de Juin qui permettaient à l'ouvrier de l'usine de retrouver sa dignité d'homme et de producteur, en refoulant l'autorité patronale. Au cours de cette période, ils ont payé leur tribut à la solidarité prolétarienne, car il était tentant pour eux, se souvenant de leurs traditions d'action directe, d'imiter l'exemple pour arracher leurs revendications. Ce faisant, ils eussent agi dans des conditions autrement favorables que celles qu'ils avaient rencontrées le 12 février 1934. Ils n'en ont rien fait, mesurant toutes les conséquences d'un geste qui eût compromis le succès de la lutte ouvrière. Mais s'ils ont accepté de s'effacer et d'attendre, on comprendra mieux aujourd'hui qu'ils ne mâchent pas les mots pour traduire leurs déceptions, dénoncer les causes de l'échec, indiquer le remède.

Alors qu'on avait envisagé de le reporter en octobre, le Conseil national de la Fédération Postale fut convoqué les 5 et 6 juillet pour examiner la situation. Nous avons assisté au mois de mars au renversement de la politique du gouvernement de Front populaire, puis à la chute de Blum et à l'arrivée de Chautemps installant M. G. Bonnet au ministère des Finances. Parallèlement, le mécontentement s'accumule, gagne en profondeur, aussi bien chez les militants des P. T. T. que dans la masse des syndiqués.

Dès le début des débats qui devaient se prolonger pendant deux jours et demi, d'assez nombreux militants de base ne cachaient point, qu'à leur avis, le Front populaire avait fait faillite. Plutôt que d'entretenir une illusion dangereuse, il faut que la C. G. T. reprenne sa liberté, recouvre son indépendance. Les résultats obtenus par la classe ouvrière ont été arrachés à la force du poignet, par l'action directe. Le gouvernement issu du Rassemblement populaire n'apporte rien qu'une démonstration d'impuissance, troisième réincarnation du Cartel des gauches.

Pour les autres, les plus nombreux, s'il est pour le moins prématuré de parler de faillite, l'échec est indiscutable. Avec Mathé, dont l'intervention fut décisive au cours de cette première journée, ils soutinrent que la formule du Front populaire n'était pas encore épuisée, que nous n'avions pas tiré d'elle tout ce qu'elle contenait. En adhérant au Rassemblement po-

pulaire, la C. G. T. a-t-elle aliéné son indépendance ? Si elle le suit passivement, oui ! Si elle l'anime et le domine, non ! N'y avait-il pas intérêt pour la classe ouvrière organisée à épauler le gouvernement de Front populaire et à créer ainsi un état de choses propre à assurer le développement de son organisation, de son influence et de son champ d'action ?

Les faits répondent. Mais la C. G. T. ne saurait rester associée, sans y perdre son indépendance, à une formation politique qui, d'abord favorable au prolétariat, sous la pression des forces capitalistes se retourne finalement contre lui.

Avant de renverser Blum, les oligarchies financières lui avaient imposé le tournant du 5 mars. Néanmoins la mystique du Front popopulaire lui survit. Peut-on utiliser cette mystique contre les oligarchies et tenter de leur passer la camisole de force ?

La C. G. T. doit donc essayer de revigorer le Rassemblement populaire pour cette tâche, s'il est capable de l'entreprendre. L'acceptation des solutions du mouvement syndical, étant la condition de la présence de la Confédération, témoignant ainsi qu'elle n'a rien aliéné de son indépendance.

Mais un redressement financier, même avec des réformes profondes de structure, est chimérique tant que les richesses du pays seront englouties dans la course aux armements. Les postiers le savent bien, car leurs revendications sont liées à la politique générale. Leur propre expérience leur a fait découvrir depuis longtemps déjà qu'une politique sociale hardie, pour reprendre l'expression de Blum, était incompatible avec le surarmement des peuples. C'est poser le problème de la paix. Et la paix véritable ne peut se concevoir sans le rapprochement franco-allemand, sans conversation avec Hitler, sans revision des traités.

⁂

Telles étaient les principales idées autour desquelles semblait se fixer l'unanimité du Conseil national, après deux jours de discussion. Les communistes eux-mêmes ne celaient pas qu'ils étaient d'accord. Gourdeaux même l'écrivit : « J'ai bien écouté, d'accord avec Mathé! »

Une résolution, rédigée par Mathé, fut alors présentée par les agents de Paris. Une commission se réunit pour l'examiner et n'y apporta que des modifications insignifiantes.

Bien qu'ils fussent restés à peu près silencieux à la commission, brusquement Gourdeaux et ses amis se déclarèrent en désaccord.

Ils n'acceptaient plus que le maintien de la C. G. T. dans le Front populaire fût conditionnel. On devait se contenter d'exiger l'application du programme. Ils demandaient aussi que le rapprochement franco-allemand n'eût point pour conséquence une rupture du pacte franco-soviétique, et ils opposaient l'Allemagne fasciste à la Russie démocratique.

Quelques camarades montrèrent que l'application intégrale du programme n'aurait pas résolu les difficultés que le gouvernement Blum avait rencontrées. Ni la réforme de la fiscalité, ni la répression de la fraude ne lui aurait procuré les 85 milliards nécessaires cette année pour faire face aux besoins de la trésorerie. On voulait sa peau, on aurait eu sa peau, car on voulait abattre à travers lui le ministère des masses, la C. G. T. Le gouvernement n'était pas armé pour se défendre efficacement. Digat rappela qu'il fut toujours dénoncé comme un réformiste impénitent, mais qu'il n'a jamais cru qu'un gouvernement favorable à la classe ouvrière pourrait gouverner dans le cadre des institutions et de la constitution républicaines.

Avec lui, Mathé répondit que dans la pensée de tous le rapprochement avec l'Allemagne ne pouvait être interprété comme une pointe dirigée contre la Russie. Nous voulons la paix avec tous les peuples et nous voulons les conditions de cette paix.

Ce fut l'avis du Conseil national qui vota la résolution par 764 mandats contre 133 à une motion présentée par Gourdeaux. Nous y avons insisté, car nous y voyons le point de départ d'un redressement du mouvement syndical.

⁂

Le lendemain, le Conseil national du Syndicat des Agents, à la presque unanimité, votait la motion suivante relative aux événements intérieurs de l'Espagne républicaine :

Le Conseil national, ému des poursuites engagées contre les militants du Parti ouvrier d'unification marxiste et de la Confédération Nationale du Travail de Catalogne, qui ont été aux premiers rangs des défenseurs de la Révolution et de la République espagnoles aux jours de la rébellion fasciste;

Sans prendre parti entre les diverses tendances du mouvement ouvrier espagnol, adjure le gouvernement Negrin de ne pas s'engager, pour le réglement des problèmes posés entre les partis ouvriers, dans la voie de la répression policière;

Lui demande de sauvegarder en toutes circonstances et en toute plénitude la démocratie prolétarienne, seul gage de succès pour la guerre et la révolution;

Lui demande que les garanties de justice démocratique soient accordées aux accusés (défense publique, liberté de choisir leurs avocats, publicité de tous les documents, etc.);

Propose en même temps au gouvernement Negrin la constitution d'une Commission prolétarienne internationale d'enquête chargée d'enquêter sur les accusations portées contre les dirigeants du P. O. U. M. et de la C. N. T.

ZIMMER.

Mise au point nécessaire

Les staliniens de l'Alimentation et leurs plats valets ont coutume de dire que je n'ai pas l'oreille des masses, et d'appuyer ces dires sur le fait que le 13 décembre dernier j'ai été élu au Conseil Syndical avec une faible majorité.

Ce qu'ils oublient volontairement de dire, et pour cause ! c'est que tous les communistes de l'Alimentation avaient reçu l'ordre de voter contre moi.

Cet ordre, donné aux cellules des usines et boutiques d'alimentation par Lampe et Leduc, de la région Paris-ville du P. C., et mis en œuvre par leurs serviles complices, fut la suite des désordres de l'assemblée générale du 19 novembre, désordre organisé par eux et à la faveur duquel « ils » espéraient me discréditer complètement.

Je tiens à dire, ayant appris que des manœuvres semblables ont lieu en vue de la préparation du Congrès Fédéral, que je ne suis pas décidé à subir plus longtemps les attaques de ceux qui entendent domestiquer le mouvement syndical.

Unité ne veut pas dire servilité !

E. DUCHAMP.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Notes sur l'Espagne

(1er-15 juillet 1937)

Il y a presque un an que j'écrivais ici des *Notes sur Barcelone*, qui étaient des notes, ainsi que l'indiquait le sur-titre, sur l'*Espagne révolutionnaire;* aujourd'hui, les notes que voici sont sur l'Espagne *contre-révolutionnaire*.

J'avais quitté l'Espagne fin mai dernier; j'y suis retourné dans les tout premiers jours de juillet. Un mois, c'est énorme en temps de révolution... ou de contre-révolution. En ce mois de juin les événements ont marché particulièrement vite. Ce qui ne faisait que se dessiner comme une hypothèse possible au lendemain des journées de mai s'est réalisé à une cadence accélérée.

La situation actuelle peut se résumer en deux faits :

1° perte totale du pouvoir par la classe ouvrière;

2° passage du pouvoir entre les mains des fascistes espagnols, par l'entremise du parti communiste.

Perte du pouvoir par la classe ouvrière

En disant que la classe ouvrière a perdu le pouvoir, je n'entends naturellement pas par là faire allusion au fait que la C. N. T. n'a plus de ministres, ni dans le gouvernement de Valence, ni dans celui de Catalogne. Des ministres sont des rouages de l'Etat bourgeois; or, ce n'est pas par sa participation aux rouages de l'Etat bourgeois, mais par la création de ses propres institutions que la classe ouvrière crée son pouvoir.

Si la classe ouvrière espagnole, jusqu'en ces derniers temps, était partiellement au pouvoir, c'était parce qu'à côté du pouvoir bourgeois de l'Etat, elle avait imposé le pouvoir de ses propres organes : comités ouvriers, syndicats, etc.

Aujourd'hui, ce pouvoir a totalement disparu. Le pouvoir politique, on ne le rappellera jamais assez, est essentiellement — on peut presque dire exclusivement — le pouvoir de répression; le pouvoir, c'est une Police et une Armée. Aujourd'hui, la classe ouvrière de Catalogne n'a plus ni police, ni armée.

Les « patrouilles de contrôle » de Barcelone et de ses environs, sur le maintien desquelles j'avais attiré l'attention dans la *R.P.* du 10 juin, ont disparu. Cette police ouvrière, qui fonctionnait depuis août dernier, concurremment avec la police d'Etat, a été dissoute le mois dernier, non plus seulement sur le papier, mais en fait : tous ses membres ont été désarmés, les plus actifs d'entre eux ont été emprisonnés, les chefs ont « disparu » (euphémisme qui signifie : assassinés).

De même pour les milices ouvrières. Partout où il existait une milice locale chargée de faire respecter l'ordre révolutionnaire par les fascistes avoués ou camouflés, notamment le long des frontières, cette milice a été complètement désarmée, ses meilleurs éléments emprisonnés, un certain nombre assassinés.

A Barcelone et dans toute la Catalogne, il ne reste plus comme organisations armées agissant publiquement que les corps mercenaires de la police d'Etat : gardes d'assaut, gardes civils, carabiniers.

Pour l'armée, le même travail, sous une forme différente, s'accomplit. A l'abri de la présence d'un représentant de la C. N. T. au ministère catalan de la Guerre, c'était la C. N. T. qui avait autrefois entre ses mains le contrôle de l'armée d'Aragon; après l'occupation de ce ministère par le général Pozas, délégué par le gouvernement de Valence, toute la machine de commandement échappe aux organisations ouvrières, et est tombée entre les mains de l'Etat.

Les chefs, qu'avaient forgés les milices, et qui, lors de la « militarisation », n'avaient fait qu'échanger leurs « délégations » pour des « grades », doivent aujourd'hui demander la confirmation de ceux-ci au ministre de la Guerre, qui confirme ceux dont il espère n'avoir pas trop à craindre, tandis qu'il ajourne indéfiniment la confirmation de ceux qu'il redoute, éliminant ainsi les uns et se faisant des autres des obligés. Par cette double opération, toute la hiérarchie de l'armée passe sous l'obédience directe de l'Etat.

Ainsi, police et armée ouvrières ont disparu. Certes, il y a encore des policiers, surtout parmi les gardes d'assaut qui sont de cœur avec la classe ouvrière et la C. N. T. ; certes, les soldats d'Aragon et bon nombre d'officiers « confirmés » n'ont pas perdu le souvenir de leur origine : le jour où il le faudra, ils seront avec le peuple, et non avec l'Etat. Certes, aussi, il faut tenir compte, en dehors des armes visibles,

des armes cachées : le prolétariat catalan a bien, semble-t-il, conservé son armement clandestin. Mais tout cela n'empêche qu'il n'existe plus aucune institution ouvrière armée, fonctionnant régulièrement et publiquement; la classe ouvrière a encore des moyens de lutter contre le pouvoir, mais elle n'a plus d'organes de pouvoir.

Chassée de la police et de l'armée, la classe ouvrière l'est aussi naturellement, par une série de mesures successives, de toutes les institutions annexes du pouvoir. Les représentants de la F. A. I. ont été exclus des tribunaux populaires afin qu'y soit réduite à une faible minorité la représentation de la classe ouvrière; d'un grand nombre de ces conseils municipaux, qui ont remplacé les anciens comités révolutionnaires (mais qui ne sont en réalité que des comités, puisqu'ils sont formés uniquement de représentants des organisations antifascistes dans une proportion déterminée), on a exclu les représentants de la C. N. T. sous le prétexte qu'ils ne voulaient pas désavouer les journées de Mai; les comités ouvriers de quartier ne peuvent, bien entendu, plus fonctionner; et il ne se passe guère de semaine sans qu'un nouveau décret ne vienne supprimer la représentation de la C. N. T. et de l'U. G. T. dans tel ou tel conseil, dans telle ou telle administration.

Partout l'Etat, l'Etat bourgeois, constitué selon ses formes traditionnelles, rétablit son pouvoir unique et total. En Catalogne comme à Valence, la classe ouvrière est maintenant totalement exclue du pouvoir; *elle a perdu le pouvoir*.

Telle est la première vérité qu'il faut dire.

Ce qu'est le parti communiste espagnol

Il en est une seconde.

On sait quelle est la politique préconisée, sur les ordres de Staline, par le parti communiste espagnol : défense de la bourgeoisie et de la propriété; plus d'expropriations, rétablissement des propriétaires terriens dans leurs « droits », organisation en syndicats de « travailleurs », du petit et moyen patronat. Tel est le programme. Programme d'arrêt et de destruction des conquêtes de la révolution; programme de défense bourgeoise.

Un tel programme de défense bourgeoise devait naturellement rallier toute la bourgeoisie. Cela n'a pas manqué. Les bourgeois sont entrés en foule dans les rangs du parti communiste et de sa succursale, le parti socialiste unifié de Catalogne, ainsi que dans les syndicats de l'U. G. T. catalane, fondés à leur intention. Ils y sont entrés, pour une part, parce que ce programme était le leur, était leur programme de classe, ils y sont entrés aussi et surtout pour assurer leur sécurité personnelle. Etre soupçonné de fascisme était, il n'y a pas encore longtemps, chose grave. Or, un bourgeois risque toujours d'être suspecté de fascisme. Quel meilleur moyen d'éviter le soupçon que d'avoir dans son portefeuille une carte du parti communiste ou d'un syndicat de l'U. G. T. ?

Le parti communiste espagnol et ses annexes sont donc devenus, non seulement par leur programme, mais même par leur composition sociale, des organisations bourgeoises.

Ce premier fait devait bientôt en être suivi d'un second.

De tous les bourgeois, ceux qui ont le plus d'intérêt à ne pas passer pour fascistes sont ceux qui le sont réellement. C'est pourquoi, le parti communiste fut bientôt, non seulement composé de bourgeois, mais, principalement, de *bourgeois fascistes*. Que ce soit à Valence (où l'ancien secrétaire régional du parti de Gil Robles, entre autres, est actuellement membre du parti communiste), ou dans tel village plus ou moins reculé de Catalogne, les membres les plus actifs du parti communiste sont d'anciens adhérents de l' « Union Patriotique », de la « Ceda », etc., etc.

L'Espagne républicaine entre les mains du fascisme

Il s'ensuit que tout naturellement le parti communiste espagnol fait, non seulement une politique bourgeoise, mais une politique *fasciste*. Le chantage aux armes par la Russie ayant donné le pouvoir à « leur » parti, les adhérents fascistes du parti communiste font faire à celui-ci une politique d'aide à Franco, et les Russes sont bien trop lourdauds pour s'en apercevoir.

Les faits sont cependant patents.

Tandis qu'on assassine par centaines et qu'on emprisonne par milliers les militants des organisations antifascistes, tandis qu'on sabote systématiquement l'aide apportée à l'Espagne par les organisations étrangères (1), la *Phalange*,

(1) C'est ainsi qu'on fait les difficultés les plus invraisemblables pour le passage des camions de vivres envoyés par les comités français d'aide à l'Espagne, et que, finalement, on arrête leurs convoyeurs. Ainsi, Odéon, convoyeur habituel des camions du Comité pour l'Espagne libre, a été détenu à Barcelone pendant plusieurs heures. Plus récemment, le 11 juillet, le camarade Ricardo, convoyeur des camions du Comité Antifasciste de Perpignan, qui envoie pour quelque 20.000 francs de marchan-

oui : la Phalange espagnole, la Phalange de Franco, fait de la propagande et recrute presque à bureaux ouverts dans la Catalogne; des hommes arrêtés par les patrouilles de contrôle dans les derniers temps de leur existence pour tentative de sabotage s'étaient aussitôt glorifiés, avec beaucoup de cran, d'ailleurs, d'appartenir à la Phalange, sont maintenant en liberté. Tandis que les antifascistes emprisonnés ces deux derniers mois, et plus particulièrement les étrangers, s'étiolent lamentablement en des locaux sans air desquels on ne les sort à aucun moment, et qu'ils sont réduits, comme ceux de la calle Corcega à Barcelone, à faire la grève de la faim, les fascistes emprisonés ont toutes sortes de faveur, si bien que les prisonniers antifascistes de la Carcel Modelo de Barcelone ont posé comme revendication d'avoir les mêmes droits que les fascistes emprisonnés dans la même prison ! Enfin, comme on ne peut tout de même, sans trop grand scandale, absoudre tous les fascistes emprisonnés, on a décidé de les libérer « en douce »; pour cela, on a institué la mise en liberté sous caution; moyennant le versement de quelques milliers de pesetas, les fascistes les plus avérés, mais riches, ou ayant des amis riches, peuvent désormais quitter la prison... pour un temps indéfini.

Le gouvernement de la défaite

Tout cela est grave, mais il y a plus grave encore. Il s'avère maintenant nettement que si Bilbao est tombé, cela est dû à la trahison. La chute de Bilbao est due au coup de maître que réalisèrent les fascistes par l'intermédiaire du parti communiste, en renversant en mai dernier le gouvernement de Largo Caballero.

Pour soulager l'armée de Biscaye, le gouvernement Caballero avait fait préparer une vaste offensive au sud de Madrid, là où le front n'est pas très éloigné de la frontière portugaise, afin de couper en deux les armées rebelles. Pour cette offensive, qui devait se produire au début de mai, tout était prêt : 75.000 hommes étaient rassemblés, avec un matériel nombreux et adéquat.

Or, deux ou trois jours avant le moment où l'offensive devait se déclencher, le parti communiste torpilla le gouvernement Caballero en faisant démissionner ses ministres, et lui substitua le ministère Negrin, dont le premier soin fut de contremander l'offensive préparée; les troupes qui avaient été rassemblées furent dispersées et durant tout le mois qui suivit, on ne fit rien, ni cette offensive ni aucune autre, pour soulager Bilbao de la pression ennemie. Le ministre basque aura beau envoyer une lettre de démission (lettre que la censure interdira de publier, et le journal *C. N. T.*, de Madrid, sera suspendu pour l'avoir publiée), on ne fera rien pour Bilbao. Il faut que la ville tombe. Ainsi en ont décidé les fascistes du parti stalinien.

Ce n'est qu'une fois Bilbao tombé, alors que sa chute permet désormais à Franco d'enlever sans risque une partie de ses troupes du front nord, qu'on lancera une offensive, car il faut bien, n'est-ce pas ? avoir l'air de faire quelque chose... surtout si c'est à contre-temps.

L'ensemble de tous ces faits ne peut laisser subsister aucun doute : le gouvernement Negrin est entièrement dominé par des forces de trahison. L'habileté fasciste, agissant sous le couvert de la stupidité stalinienne, fait du gouvernement Negrin, qu'il le veuille ou non, le gouvernement de la défaite.

Si le gouvernement Negrin persiste, si les forces troubles qui l'ont porté au pouvoir ne sont pas anéanties, les défaites se suivront, sans discontinuer. Ce sera la victoire assurée de Franco la défaite certaine, non seulement de la révolution, mais de la République.

Telle est la seconde vérité qu'il fallait dire.

Les causes des défaites de l'impérialisme russe

Mais la défaite de la République espagnole serait aussi une défaite de Staline. Et à ce sujet il est curieux de remarquer que les graves défaites subies depuis dix ans par l'impérialisme russe sont dues toutes à la même cause.

L'impérialisme stalinien a connu deux grandes défaites : celle de Chine, avec le retournement de Tchang Kaï Shek, et celle d'Allemagne, avec l'avènement d'Hitler. L'Espagne lui réserve une troisième défaite, puisque, ou il sera battu à l'intérieur de l'Espagne républicaine par les autres forces antifascistes, ou, s'il maintient sa domination sur la République espagnole, celle-ci sera battue par Franco. Or, la cause de ces trois défaites est la même. Si extraordinaire que cela puisse paraître, cette cause réside dans une méconnaissance absolue de la part de Staline de la lutte de classe : dans ces trois cas, la politique qui a conduit Staline à la défaite a consisté à faire fi des antagonismes de classe.

En Chine, il s'est imaginé qu'il pouvait marier la carpe et le lapin : le Kouomintang bour-

---

dises chaque mois, a été arrêté à Barcelone, lui et son camion, comme il allait à la police faire les formalités de passeport. Nous ignorons encore ce qu'il est advenu de lui.

geois avec les ouvriers et les paysans révolutionnaires. Pour écarter ce mariage, le Kouomintang a massacré tout ce qui était russe. Après avoir donné à Tchang Kaï Shek les moyens de remonter toute la Chine, de Canton à Pékin, l'impérialisme stalinien s'est trouvé vidé de la Chine du jour au lendemain, par ce même Tchang Kaï Shek.

En Allemagne, Staline s'est imaginé que le revanchard Hitler lui serait un appui plus solide que les peureux social-démocrates dans la lutte contre la Pologne et les autres voisins occidentaux de la Russie. Les deux dictateurs se partageraient les dépouilles des Etats sortis des traités de Versailles, comme leurs prédécesseurs royaux et impériaux s'étaient naguère partagés les dépouilles de la Pologne. En conséquence, chaque fois que le parti communiste allemand voulut, dans les dernières années de l'ascension d'Hitler, passer à l'action, l'Internationale communiste le lui interdit sévèrement.

Mais l'attrait du « corridor » ne pouvait peser lourd en regard des intérêts de classe des commanditaires d'Hitler. Si antisocialiste que soit le régime stalinien, il n'en comporte pas moins l'absence du capitalisme privé, si contraire qu'il soit aux principes de la Révolution d'Octobre, il n'en apparaissait pas moins à la plupart des prolétaires, et notamment aux prolétaires allemands, comme le continuateur de cette révolution et par conséquent le symbole de leur émancipation; dès lors, la lutte contre le communisme et la classe ouvrière à l'intérieur de l'Allemagne n'était pas compatible avec l'alliance russe. C'est pourquoi Hitler, porté au pouvoir par les magnats de la Ruhr pour extirper d'Allemagne le communisme et le socialisme, loin de pouvoir fonder sa politique extérieure sur un renforcement de l'alliance russe, ne pouvait que la baser sur la lutte contre l'U. R. S. S. Staline espérait un renforcement considérable de Rapallo avec l'avénement d'Hitler; le premier acte d'Hitler fut de détruire Rapallo.

Sous des formes différentes, c'est cette même méconnaissance de ce fait que la lutte de classe domine la politique extérieure des Etats autant que leur politique intérieure, qui conduit l'impérialisme russe à son échec en Espagne.

C'est la Russie qui, en novembre dernier, a sauvé l'Espagne. Le fait est incontestable : c'est un enfantillage que de le nier ou de le rapetisser. Sans les avions russes et sans la brigade internationale de création communiste, c'en eût été fait. Le blocus de M. Blum — la plus grande trahison commise par la social-démocratie au cours de son histoire — accomplissait son œuvre. Tout comme c'est l'aide russe qui a permis au Kouomintang de conquérir la Chine, c'est l'aide russe qui a permis à la République espagnole de conserver Madrid... et le reste.

Mais aussi, de même qu'en Chine, Staline, croyant par là servir au mieux ses intérêts impérialistes, imposait au parti communiste chinois de collaborer avec le Kouomintang pour la défense des intérêts de la bourgeoisie chinoise, de même en Espagne, il impose à son parti de défendre la bourgeoisie espagnole contre la révolution.

Le résultat sera le même : de même qu'en Chine, sans s'être jusqu'à la veille douté de rien, Staline vit un beau jour tous les siens massacrés à Nankin et à Hankéou par les soldats de son « allié » Shang Kaï Shek, de même en Espagne il s'apercevra un beau jour, mais trop tard, que son parti est une succursale de la Phalange qui a assuré la victoire de Franco.

La C. N. T.

continue à se réserver

En présence de cette situation, que fait la C. N. T. ? Comment réagit-elle en présence du double fait de la perte du pouvoir par le prolétariat et de l'emprise des fascistes sur le pouvoir bourgeois ?

La C. N. T. fait la morte.

Elle se garde soigneusement de toute réaction. Elle a laissé désarmer les patrouilles de contrôle sans la moindre protestation; elle interdit toutes représailles pour l'assassinat de ses militants (2); aux emprisonnements (3) elle n'oppose que des démarches respectueuses et des défenses juridiques.

Cependant, ses forces — il semble bien — sont intactes. A Valence comme à Barcelone, sa presse est toujours de beaucoup la plus lue. Un camarade prétendait même, et cela semble être l'opinion à peu près générale que la C.N.T. n'aura jamais été aussi forte, car le crédit qu'elle avait pu perdre, alors qu'elle était au pouvoir, elle l'a maintenant reconquis, et les bêtises des staliniens le font croître chaque jour.

D'autre part, les armes, il paraît bien qu'elle les a toujours, et même aux lieux où l'on s'attendrait le moins à ce qu'il en reste.

Enfin, l'œuvre économique de la Révolution subsiste presque intégralement. Dans l'ensemble syndicats et collectivités fonctionnent comme précédemment. Dépossédée du pouvoir politique, la classe ouvrière conserve encore la gestion de l'économie.

(2) Chiffre officiel : 60 membres de la C. N. T. « disparus ».

(3) Chiffre officiel : 800 membres de la C. N. T. emprisonnés.

Ainsi, à Puigcerda (4), dont je disais le mois dernier que j'ignorais si l'œuvre de collectivisation que j'y avais vue en février subsistait encore, et qui est l'un des points où l'exclusion du pouvoir de la classe ouvrière a été la plus totale et la plus brutale (5), la collectivisation subsiste presque entière, à ce que me disait l'un des militants de cette localité rencontré mi-juillet : seul le rayon de mercerie de la coopérative a été fermé; quelques tailleurs et certains autres éléments bourgeois, appartenant à l'U. G. T., sont partis de la coopérative, mais, me disait ce camarade, « c'est une chose excellente car nous avions été obligés, à cause d'eux, de consentir à une représentation de l'U. G. T. dans la direction de la coopérative; maintenant que nous sommes seuls, nous allons pouvoir aller plus franchement de l'avant ».

Par ailleurs, les syndicats de la C. N. T. de Puigcerda ont été dépossédés de leur local, mais ils en ont occupé un autre... moins beau tout simplement. Enfin, on n'attend plus que d'avoir résolu la question d'approvisionnement en papier pour faire réapparaître le journal local des jeunesses libertaires, *Sembrador* (Le Semeur).

Ainsi, sous l'orage, les camarades de Puigcerda ont plié; après, ils se redressent. Et ce n'est pas là quelque chose de spécial à Puigcerda; c'est, je crois, partout que la politique générale de la C. N. T. se caractérise ainsi : laisser passer l'orage.

Le laisser passer en conservant tout ce que l'on peut. Rompre pas à pas, en maintenant aussi intactes que possible les positions les moins attaquées et les plus solides, ces positions étant, dans le moment actuel, les positions économiques. Ne pas engager ses forces afin de les garder pour l'instant de la conjoncture favorable qui permettra de reprendre l'offensive.

Ce n'est d'ailleurs pas là une tactique nouvelle pour la C. N. T. et la F. A. I. : c'est leur tactique historique. Lorsque des camarades étrangers, effrayés de ces reculs successifs, de cet abandon sans combat de positions de première importance, font part de leurs craintes aux camarades espagnols, ils s'attirent invariablement cette réponse : « Ce n'est pas la première fois que nous sommes persécutés, nous en avons connu bien d'autres; après chaque persécution, nous nous sommes relevés plus forts qu'auparavant. Il en sera cette fois-ci comme des fois précédentes. »

Optimisme qui résulte de la force de la C. N. T., force qui, traditionnellement, ne réside pas dans la masse des adhérents ni dans la richesse des caisses, mais, si je peux dire, dans la *morale*.

Par leurs principes, leurs manières d'être et d'agir, par tout leur comportement, la C. N. T. et la F. A. I. ont des racines profondes et multiples dans tout le prolétariat espagnol. Elles disposent, grâce à cela, à tout moment, d'un nombre important de militants qui, à la première occasion favorable, peuvent élever le drapeau et faire quasi spontanément les gestes nécessaires. L'action syndicale et la morale anarchiste font maintenant tellement corps avec la classe ouvrière espagnole qu'on ne peut les en séparer; on ne pourrait les détruire qu'en détruisant le prolétariat lui-même.

C'est là ce qui explique, sans doute, la tactique d'attente suivie actuellement par la C. N. T. et qui la justifie peut-être.

***

Notes sur l'intervention

L'Angleterre

commence à abattre son jeu

S'il était des aveugles qui pouvaient encore douter de l'aide apportée par l'Angleterre aux fascistes espagnols, l'annonce d'un prêt de 40 millions de livres sterling consenti par les banques londoniennes à Franco, publié récemment par toute la presse, aura peut-être fini par leur ouvrir les yeux. Ce prêt n'est certainement pas le premier (1), mais c'est le premier qui, à

(4) Au sujet de Puigcerda, j'avais indiqué dans la *R. P.* du 25 juin que le camarade Tricheux, de Toulouse, y avait été arrêté. Il est maintenant libéré, mais il n'est peut-être pas inutile de dire, pour l'édification des jeunes, dans quelles conditions ce militant de 60 ans fut arrêté.

Les journaux français annoncèrent un beau jour que Tricheux avait été arrêté à Puigcerda parce qu'on avait trouvé 200.000 pesetas chez lui. Or, Tricheux n'avait pas été arrêté pour la bonne raison qu'il se trouvait à ce moment-là en France, mais lorsqu'il vit cette nouvelle, estimant son honneur de militant sali par l'affirmation calomnieuse qu'elle contenait, il n'hésita pas, sachant cependant qu'il risquait gros, à retraverser la frontière subrepticement et à venir se présenter aux autorités de Puigcerda pour leur demander des explications. Là, on ne put que lui déclarer que c'était une fable inventée de toutes pièces, qu'on n'avait pas trouvé un sou chez lui, et qu'il n'était sous le coup d'aucune inculpation.

Cependant, on ne l'en mettait pas moins sous clefs, et on ne le libérait que quinze jours plus tard... avec un arrêté d'expulsion.

(5) 7 assassinés depuis la fin des journées de mai, sans compter les précédents; 50 emprisonnés. Présence continue de 500 gardes d'assaut pour 4.000 habitants.

(1) Notons-en l'aveu — combien diplomatique — fait par M. de Brinon dans *L'Information* du 14 juillet : « L'annonce d'un prêt important consenti par des groupes anglais aux autorités de Burgos et de Salamanque n'apporte en effet *aucune indication qui ne soit déjà connue*. Elle confirme simplement des indications données ici à maintes reprises. »

ma connaissance, ait été publiquement annoncé.

Comme, d'autre part, aucun homme tant soit peu au courant de la politique ne saurait imaginer que le Foreign Office puisse avoir sur une affaire aussi grave que celle d'Espagne une politique différente de celle des banques de la Cité, et qu'inversement celles-ci ne risqueraient jamais ses dizaines de milliards (2) si elles n'étaient assurées du concours total et sans réserve du Foreign Office, il faut bien en conclure, à moins d'être de mauvaise foi, que l'Etat britannique est derrière Franco.

Nous ajouterons qu'il y est depuis le premier jour. Ainsi que nous l'avons indiqué dès le début (*R. P.* des 10 septembre et 25 octobre), il n'est pas en effet un acte de la politique britannique depuis un an qui n'ait eu manifestement pour but d'aider Franco. Il suffisait d'examiner chacun de ces actes isolément, et aussi leur enchaînement, pour le voir, mais nous sommes si habitués à croire aux paroles, au lieu de regarder les actes, qu'il n'y a peut-être pas un Français sur un million qui n'ait été persuadé, jusqu'en ces tout derniers jours, que l'Angleterre, en tant que « puissance démocratique », désirait la victoire de Valence, et que sa politique de « non-intervention » ne lui était dictée que par le pieux désir de « sauvegarder la paix » !

Si l'on commence par voir peut-être un peu plus clair maintenant, c'est qu'avec la chute de Bilbao le moment est venu où il est apparu à l'Angleterre qu'il lui fallait commencer à abattre son jeu. Abattre le jeu marque toujours un moment critique. Nous entrons dans la période décisive de la lutte entre les impérialismes rivaux.

Contrairement à ce que beaucoup crurent, il ne pouvait y avoir jusqu'à maintenant conflit à propos de l'Espagne entre l'Angleterre et la France, d'une part, l'Allemagne et l'Italie, de l'autre, puisque les quatre Etats poursuivaient uniquement le même but : l'écrasement de Valence.

L'Angleterre, ayant raté son pronunciamento Sanjurjo, qui aurait dû réussir en vingt-quatre heures, comme l'avaient été ses coups d'Etat de Salazar au Portugal et de Métaxas en Grèce, et ne pouvant soutenir ouvertement le successeur de Sanjurjo dans la dure lutte qui s'annonçait, eut cette habileté suprême : faire de l'Allemagne et de l'Italie ses soldats sur la terre d'Espagne; ce seraient ses adversaires eux-mêmes qui auraient la charge de faire réussir sa propre entreprise ! L'Angleterre continuerait à fournir à Franco le nerf de la guerre : l'argent; par l'intermédiaire de sa fidèle France — qui ne demanderait pas mieux car Paris aussi a sa Cité — elle empêcherait également l'Espagne républicaine de toute aide extérieure; mais le reste serait l'affaire d'Hitler et de Mussolini : ce sont eux qui auraient la charge de fournir matériel, techniciens, soldats.

Puis, quand le moment décisif arriverait, lorsqu'il semblerait que Franco tient la victoire, alors que, tout gonflés de leur importance, Allemagne et Italie prétendraient tirer profit de la victoire commune, l'Angleterre s'empresserait d'apparaître comme le meilleur ami de Franco, et grâce à l'habileté de son Foreign Office si supérieure à celle des deux dictateurs, et, au besoin, par l'affirmation de sa force militaire, elle parviendrait à éliminer les deux lourdauds et à faire de Franco son « puppet » exclusif, à l'égal de Salazar et Métaxas déjà nommés. Le but poursuivi par le coup d'Etat du 19 juillet serait donc, par un assez long détour, finalement atteint.

Plan à la fois simple et diabolique, tout à fait dans la tradition de la diplomatie britannique, qui a toujours cherché des soldats sur le continent, mais qui demande une habileté extraordinaire pour réussir... sans casse.

La première partie : l'alliance tacite avec l'Allemagne et l'Italie contre Valence, s'est faite sans grandes difficultés. Maintenant, l'Angleterre aborde la seconde partie, beaucoup plus difficile : l'élimination de l'Allemagne et de l'Italie.

L'actuel plan anglais pour le maintien de la « non-intervention » (oui ! ça s'appelle encore comme ça !) est le premier acte de cette seconde partie.

En gros, le plan consiste à donner à Franco les droits des belligérants et à lui retirer ses soldats allemands et italiens.

Donner à Franco les droits des belligérants, cela veut dire l'autoriser à saisir toute cargaison appartenant à la République espagnole ainsi qu'à tout particulier ressortissant à cette République, *quelle que soit la nature de cette cargaison*, sur quelque navire qu'elle soit transportée, de quelque nationalité que celui-ci soit, et en quelque point que celui-ci navigue : *haute mer* aussi bien qu'eaux territoriales espagnoles.

Or, comme la flotte rebelle domine actuelle-

(2) Qu'on ne prenne pas ce terme de dizaines de milliards pour une exagération. 40 millions de livres sterling cela fait déjà plus de 5 milliards de francs. D'autre part, en même temps qu'on annonçait cet emprunt, on révélait qu'il avait été précédemment ouvert à Franco un crédit d'une cinquantaine de millions de livres sterling, soit encore plus de 5 milliards. Cela fait donc déjà sensiblement plus de 10 milliards. Ajoutez-y tous les prêts qui ont été faits auparavant, dont le montant n'est pas connu, et vous voyez alors qu'il n'est pas exagéré de parler de dizaines de milliards.

ment la mer, cela signifie la possibilité pour Franco de réaliser le blocus total des côtes de l'Espagne républicaine, blocus qui porterait, non plus seulement comme celui de la « non-intervention », sur les armes, les volontaires et la contrebande de guerre, mais *sur toutes les marchandises :* blé, viande, charbon, pétrole, etc. C'est le blocus qui va jusqu'à l'affamement.

C'est donc là un avantage nouveau et considérable que l'Angleterre propose sans vergogne d'accorder à Franco, mais ce n'est pas là une politique nouvelle : en avantageant Franco, l'Angleterre ne fait que continuer la politique qu'elle a poursuivie dès le premier jour.

Le véritable fait nouveau, bien qu'il en soit question depuis longtemps, c'est le second : le retrait des « volontaires ». C'est par lui que la seconde phase du plan britannique entre en action.

Pour éliminer l'Allemagne et l'Italie des bénéfices d'une victoire de Franco, il faut, avant tout, enlever d'Espagne les soldats allemands et italiens. Tant qu'il y aura auprès de Franco 100.000 soldats allemands et italiens, c'est-à-dire à peu près le quart de ses effectifs totaux, il est vain d'espérer que Franco pourra se soustraire à l'emprise d'Hitler et de Mussolini. Tant que ces derniers auront sur place leur garde armée, ils seront à même d'assurer l'observance des engagements pris à leur égard par Franco, et même davantage; tant qu'il y aura des soldats allemands et italiens en Espagne, il sera impossible à l'Angleterre d'établir son protectorat. Telle est la raison pour laquelle l'Angleterre porte maintenant au premier plan la question du retrait des « volontaires ».

Le « droit de prise » que Londres propose de donner à Franco en le reconnaissant comme belligérant est un droit dont l'exercice dépend en fait de l'Angleterre, car, à peu près seule, elle a une flotte capable d'empêcher de l'exercer lorsqu'elle ne le reconnaît pas. En donnant à Franco les droits des belligérants en échange du retrait des volontaires, elle lui confère donc un avantage *qui dépend d'elle*, en échange d'un avantage — 100.000 soldats — qui dépend de l'Allemagne et de l'Italie. Elle fait donc de Franco son obligé, au lieu qu'il le soit d'Hitler et de Mussolini; elle le met par là sous sa dépendance, au lieu qu'il soit sous celle de ses adversaires. La terre, c'est le domaine des puissances de l'Europe centrale, la mer, c'est le domaine de l'Angleterre; en faisant troquer par Franco un avantage sur mer contre un désavantage sur terre, l'Angleterre l'enlève à l'Europe centrale pour le ramener dans le giron de l'Empire britannique.

Politique d'une remarquable habileté, je le répète, qui n'a pu être conçue et ne peut être tentée d'être réalisée que par la plus habile diplomatie du monde, celle que seul un siècle et demi de domination bourgeoise sur le monde a pu forger.

Mais, si grande soit-elle, l'habileté ne peut rien contre la force. La Grande-Bretagne est-elle maintenant assez forte pour imposer ses habiletés ?

Franco vainqueur, l'Allemagne et l'Italie accepteraient-elles, sans briser les vitres, d'avoir seulement tiré les marrons du feu pour le compte de l'Angleterre ? Tel est l'enjeu de la formidable partie diplomatique qui, à l'heure actuelle, s'engage.

R. LOUZON.

POUR LES EMPRISONNES DU P. O. U. M. ET DE LA F. A. I.-C. N. T.

Nous avons reçu du Parti Socialiste Italien l'ordre du jour suivant qui a été envoyé au gouvernement espagnol par l'entremise de l'ambassade de Paris à la suite des événements de Barcelone.

Ordre du jour

A la suite des derniers événements politiques d'Espagne, la direction du Parti Socialiste Italien, en constatant qu'ils ont déterminé l'instauration d'un régime de réaction violente contre tout mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire;

Que telle réaction a déjà produit :

1. l'application de la censure politique à toute la presse anarcho-syndicaliste;
2. la persécution contre les organisations anarchistes;
3. la suppression de fait du P. O. U. M. (le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) et de ses journaux;
4. l'arrestation en masse des dirigeants du P. O. U. M. sous des accusations calomnieuses et fausses;

Déclare sa solidarité complète avec le P. O. U. M. ;

Elève une véhémente protestation contre de tels procédés antidémocratiques, qui portent atteinte au prestige et à l'unité dans la lutte contre les hordes fascistes;

Demande au gouvernement de Valence l'acceptation d'une commission internationale pour assister librement les camarades du P. O. U. M. dans la période de l'instruction et du monstrueux procès, monté pour frapper les meilleurs combattants de la cause ouvrière et révolutionnaire.

LA DIRECTION DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN.

Paris, le 4 juillet 1937.

LISEZ ET FAITES LIRE
LA BROCHURE **d'YVON**
« CE QU'EST DEVENUE LA REVOLUTION RUSSE »

PARMI NOS LETTRES

Coups d'épingles

Nous avons reçu de notre camarade Marcel Roy la lettre ci-après. Nous la faisons suivre de la réponse de Lemire, qui, nous l'espérons, donnera à Roy tout apaisement.

LA LETTRE DE ROY

J'ai été très étonné et fortement surpris de lire dans le n° 250 de la *R. P.* un article de mon camarade Lemire me visant particulièrement. Je ne veux, en aucune façon, polémiquer; j'aurais, bien trop de peine à le faire vis-à-vis d'un camarade avec lequel j'ai milité pendant des années et dont l'expression de notre pensée nous fut souvent commune.

J'aurais certes désiré que la *R. P.* réserve ses colonnes à des études, des informations, ne visant pas à prendre des militants comme têtes à massacre. J'était habitué à beaucoup plus d'objectivité de sa part et surtout à beaucoup plus de justice.

Je veux croire ne pas m'être trompé, car le fait d'avoir des divergences sur des points, importants il est vrai, mérite tout de même un autre régime que celui dont vous avez maintes fois souffert et dont j'ai, à vos côtés, combattu la pernicieuse malfaisance.

Notre camarade Lemire s'est sans doute figuré donner beaucoup plus de poids à son article en raillant mon état d'esprit sur « la démocratie totale » et en laissant penser, qu'à mon tour, j'étais devenu un conquis ou un adapté.

Je vous assure qu'il faut posséder une certaine volonté pour continuer à lutter dans des conditions semblables. Passe encore de ne pas être compris d'adversaires, mais de ceux qui vous connaissent, qui savent mieux que personne ce que vous ressentez, les difficultés de votre tâche journalière et qui éprouvent le besoin de diriger des flèches de ce genre !

Comment peut-on qualifier des procédés semblables ? Ne serait-il pas plus utile de dégager du heurt des opinions les ferments nous permettant de nous rapprocher et non de nous éloigner !

Possède-t-on trop de forces pour défendre l'indépendance du mouvement syndical ? Alors, pourquoi éprouve-t-on le besoin de diriger ses coups contre l'un des rares organes se permettant de défendre, envers et contre tous, la charte d'unité du Congrès de Toulouse.

Syndicats a au moins ce mérite de ne rien faire qui puisse affaiblir la résistance à la poussée politique que nous sentons sur notre mouvement; avec ses particularités, avec ses hommes pensant différemment il s'efforce d'endiguer le flot montant qui menace de nous submerger si nous devions continuer un travail semblable.

Seriez-vous devenus des partisans du monolithisme, du conformisme et du sectarisme ? C'est une chose à laquelle je ne peux croire et j'ose penser que vous continuez, comme par le passé, à être des camarades tolérants et ne pas faire mentir votre raison d'être, c'est-à-dire une coopérative de la pensée.

Je veux dire un dernier mot à mon ami Lemire. Qu'il ne se figure pas surtout que ma fonction présente a changé mes opinions. Seuls les événements m'ont fait prendre la position que je défends; peut-être avant peu, il conviendra que nous avions raison, mais de grâce, qu'il laisse à d'autres le soin de me combattre.

M. Roy.

LA REPONSE DE LEMIRE

La *Révolution Prolétarienne*, fidèle à ses traditions de probité intellectuelle dans la discussion, publie la lettre de Marcel Roy en réponse à un récent article du signataire de ces lignes, article consacré au dernier congrès du Syndicat des métallurgistes parisiens.

C'est avec un véritable sentiment de stupeur que j'ai pris connaissance de cette lettre. Je ne croyais pas que mes modestes appréciations sur l'attitude assez molle des anciens confédérés à ce congrès pouvaient déclencher l'ire redoutable de mon très ancien camarade de tendance.

Je suis même surpris de l'interprétation qu'il donne à ma pensée « ...que lui, Marcel Roy, s'il avait pu parler au congrès, aurait été plus courageux que certains autres délégués de ses amis; du moins treize ans de lutte côte à côte me le laissaient fortement espérer ».

Voilà l'incident réglé, quant aux faits. Maintenant, je veux examiner brièvement, sans équivoque, quelques problèmes soulevés par Roy dans sa lettre.

Roy déclare qu'il faut sauver la charte d'unité du Congrès de Toulouse. Je suis absolument d'accord avec lui. Je reconnais, du reste, avec loyauté qu'il en a toujours été l'un des plus fidèles défenseurs. Cependant, je persiste à croire que la position des uns et des autres, par exemple sur l'arbitrage obligatoire, sur la reconduction des conventions collectives, et aussi, pourquoi le cacher, sur la scandaleuse affaire des 250.000 francs (versement voté par la C. A. confédérale en faveur de l'emprunt de défense nationale) *peut et doit* être mise en cause.

Il y a chez nous des amitiés tenaces. Elles dureront plus fortement que jamais dans la mesure où elles continueront d'être la suite des bonnes années de combat contre tous les conformismes.

Je sais qu'à la blague l'on a pu parler du « conservatisme révolutionnaire ». En tout cas, les mois que nous venons de vivre nous ont réappris qu'il n'y a pas de ruse qui vaille contre les nécessités cruelles de la lutte ouvrière. Avec Léon Blum, beaucoup de militants de la C. G. T. ont cru très sincèrement que l'on pouvait mettre un cran d'arrêt à l'éternelle lutte de classes, afin de refaire un peu de bonheur humain limité, précaire, fragile, mais vivant ! Je me souviens de l'optimisme intense de beaucoup de ces camarades qui espéraient contre nous avoir raison. Ils criaient : « Opposants rageurs, en dehors du courant de la vie, vous n'êtes rien. Rien ! »

Aujourd'hui, en plein « bourrage de crâne » pour la « prochaine dernière », sous le règne triomphant d'insolence des banquiers, devant la carence gouvernementale des rhéteurs socialistes et la glu sinistre du stalinisme envahissant, une seule chance reste à notre prolétariat : son mouvement syndical.

Il faut tenir d'abord contre les « syndicalistes » colonisateurs, vraiment monolithiques, ceux-là, n'est-ce pas, Roy ?

Hélas ! Cette lutte écœurante, sans cesse reprise, et où nous devons être vainqueurs, sous peine de voir périr et le syndicalisme et la liberté tout court, est-elle la seule à mener ?

Non ! Il nous faudra aussi lutter, c'est du moins mon avis, contre ceux qui n'ont rien appris sur la route de Bordeaux en 1914. Hélas ! Et mon vieux Marcel, ce ne sera pas le plus facile. Ceci dit, en toute cordialité pour toi.

Albert Lemire.

CETTE REVUE VOUS INTERESSE ? ABONNEZ-VOUS !

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e). *Le gérant :* M. Chambelland.

A l'occasion de son vingtième anniversaire

LA COOPERATIVE OUVRIERE D'EDITION

"LIBRAIRIE DU TRAVAIL"

distribue gratuitement une partie de son stock

Cher camarade,

C'est le 11 novembre prochain que ces vingt ans d'existence seront atteints. Aussi, avons-nous tenu à marquer cette circonstance par une diffusion particulièrement massive de nos éditions, au cours des semaines qui précéderont cette date.

La formule adoptée pour y parvenir est simple :

Bon d'achat de 2 fr. l'un; carnets de 10 Bons assurés d'une revalorisation atteignant *au moins* 40%, par la distribution de primes gratuites de 10, 100 et 500 fr.

Ces primes se répartissent comme suit :

Un Bon revalorisé à 10 fr. dans chaque dizaine de numéros;

Un Bon revalorisé à 100 fr. dans chaque centaine de numéros;

Un Bon revalorisé à 500 fr. dans chaque millier de numéros;

à la suite d'un tirage au sort.

De plus, chaque acheteur ou chaque placeur — car nous n'oublions pas ces derniers — de 5 carnets de 10 Bons en recevra un 6e à titre absolument gratuit.

Il ressort de ces dispositions que le possesseur d'un seul Bon d'achat peut être remboursé en livres de notre fonds pour une valeur de 2, 10, 100 ou 500 fr. Le porteur d'un carnet, lui, est assuré d'un remboursement minimum s'élevant à 28 fr., et les primes de 100 et 500 fr. peuvent également lui échoir.

D'autre part, nous avons voulu faciliter la constitution de bibliothèques collectives en favorisant les achats groupés de camarades. A cet effet, nous offrons 6 carnets pour le prix de 5, ce dont les organisations désireuses de former ou d'enrichir leur bibliothèque peuvent également profiter. Voici d'ailleurs quelques exemples des avantages que nous leur assurons :

6 carnets, valeur d'achat 100 fr. — choix au moins égal à 168 fr.

12 carnets, valeur d'achat 200 fr. — choix au moins égal à 434 fr.

120 carnets, valeur d'achat 2.000 fr. — choix au moins égal à 5.034 fr.

Quant au placeur de Bons séparés ou de carnets de 10 Bons, il obtient une prime représentant au moins 28 fr. de livres à *son choix* par 5 carnets placés, et il peut également bénéficier des primes de 100 et 500 fr. si le tirage au sort s'applique aux numéros qu'il détient.

Nous pensons avoir bien précisé le mécanisme de notre répartition, mais nous restons naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer.

Ecrivez-nous donc sans délai pour vous documenter s'il y a lieu ou bien pour nous demander des carnets *en dépôt* — payables après vente — ou à compte ferme — à raison de 6 carnets pour le prix de 5 — en y joignant le montant.

Chaque fois que le placement ferme de 1.000 Bons aura été atteint, le tirage au sort de 111 primes se fera aussitôt et la répartition suivra selon le choix que les bénéficiaires auront indiqué sur notre catalogue.

Nous espérons vous lire par un prochain courrier afin de savoir dans quelle mesure votre organisation, vos camarades et vous-même pouvez participer à notre projet.

Dans cette attente, croyez, camarade, à nos sentiments bien fraternels.

Librairie du Travail.
17, *rue de Sambre-et-Meuse, Paris* (Xe)
Chèque postal : 43-08 Paris

QUELQUES OPINIONS

sur

FASCISME ET GRAND CAPITAL

de Daniel GUERIN

Ce que disent les uns...

Une documentation minutieuse et vivante, des conclusions irréfutables illustrent et appuient la thèse que le Socialisme défend depuis tant d'années : le fascisme est la dictature la plus absolue et la plus violente mise au service des puissances d'argent.

D. Liégeois.
(*Jeunesse.*)

D'aucuns espèrent encore qu'entre le fascisme et le socialisme, il sera possible... de maintenir... des gouvernements, amiables compositions entre les extrêmes de droite et de gauche. Ceux qui ont ce pieux espoir feront bien de lire le livre de Daniel Guérin.

Emile Vandervelde.
(*La Dépêche de Toulouse.*)

Il faut être reconnaissant à Daniel Guérin d'avoir présenté avec de justes nuances sa critique de la politique extérieure des Etats fascistes.

(*Le Barrage.*)

. . . . . et les autres

Daniel Guérin veut à tout prix que les régimes mussolinien et hitlérien correspondent à la domination du grand capital. Rien n'est moins certain.

Marcel Moré.
(*Esprit.*)

La conclusion à laquelle il arrive « Fascisme ou socialisme » continue de me paraître contestable.

J. B. Séverac.
(*Le Populaire.*)

Il semble que D. Guérin ait rayé du vocabulaire belliciste propre au fascisme tout ce qui vise directement la guerre entre nations... D. Guérin oublie beaucoup trop.

J. Bruhat.
(*L'Humanité.*)

Un Volume : 18 frs.

En vente à la REVOLUTION PROLETARIENNE

54, rue du Château-d'Eau, 54 — PARIS (10e)

Chèque postal : 734.99